

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240912-lmc1344388A-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024  
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 24/09/190</b></p> <p><b>ADOPTION DE LA CHARTE VAROISE DE FACILITATION DE L'ACCES DES TPE-PME A LA COMMANDE PUBLIQUE</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

**ABSENT :**

Mme Pascale JANVIER.

## **Séance Publique du 12 septembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/09/190**

**O B J E T : ADOPTION DE LA CHARTE VAROISE DE  
FACILITATION DE L'ACCES DES TPE-PME A LA  
COMMANDE PUBLIQUE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°18/02/10 du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2018 portant adoption de la charte varoise pour une commande publique responsable, dynamique et accessible à l'économie locale,

**VU** le projet de Charte varoise rénovée de facilitation de l'accès des TPE-PME à la commande publique,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration générale en date du 3 septembre 2024,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a adopté, lors du Conseil Métropolitain du 13 février 2018, la charte varoise « Ta Petite Entreprise a sa Place dans des Marchés Equilibrés ou charte varoise pour une commande publique responsable, dynamique et accessible à l'économie locale »,

**CONSIDERANT** que l'achat public est aujourd'hui un levier majeur des transitions environnementales, sociales et économiques du territoire,

**CONSIDERANT** qu'à la lumière des nouveaux enjeux et objectifs dévolus à la commande publique, dont notamment les enjeux « responsables », il convient que la charte susvisée soit mise à jour,

**CONSIDERANT** que les acteurs de la commande publique du Var, signataires de la charte susvisée, souhaitent poursuivre la démarche de mutualisation des bonnes pratiques en matière d'achat en tenant compte du tissu économique varois,

**CONSIDERANT** qu'à ce titre, un groupe de travail composé de représentants d'acheteurs du département, dont la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et des représentants d'entreprises, sous l'égide de la Fédération du bâtiment du Var, a élaboré un projet de charte varoise de facilitation de l'accès des TPE-PME à la commande publique comportant des principes simples et des engagements concrets,

**CONSIDERANT** que ces engagements prévoient de faciliter l'accès des TPE-PME à la commande publique, de préserver l'équilibre financier des entreprises, de favoriser les achats performants et responsables,

**CONSIDERANT** que le suivi des engagements fixés dans cette charte renouvelée de la commande publique est assuré par un Comité de la commande publique composé de représentants des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage du département,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite compléter sa Politique d'achat responsable par l'adoption de ladite charte,

**CONSIDERANT** que cette nouvelle charte annule et remplace la précédente adoptée en 2018,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** la nouvelle charte varoise de facilitation de l'accès des TPE-PME à la commande publique qui vient annuler et remplacer la précédente charte de 2018 susvisée.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la charte varoise de facilitation de l'accès des TPE-PME à la commande publique.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



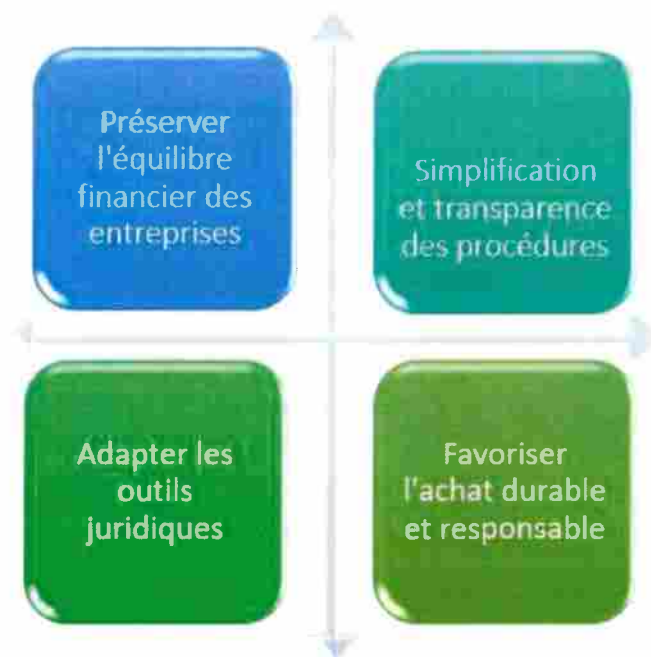
POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0



# CHARTRE VAROISE DE FACILITATION DE L'ACCES DES TPE - PME A LA COMMANDE PUBLIQUE



## PREAMBULE

Cette Charte est née d'un groupe de travail regroupant les représentants de plusieurs acteurs varois de l'achat public, de la maîtrise d'œuvre et d'entreprises adhérentes à la Fédération du BTP, réunis au sein de l'Office du BTP du Var, organisme créé en 1969, par le syndicat des Architectes du Var ainsi et la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics du Var.

Elle vient remplacer et actualiser la Charte TPE-PME signée le 19 mars 2018 sous l'égide du Préfet Jean-Luc Videlaïne. Elle entérine les avancées constatées depuis et constitue le socle des actions à venir, en fixant des pistes d'approfondissement et de progrès.

A la lumière des avancées nationales proposées dans le guide pratique pour faciliter l'accès des TPE-PME à la commande publique publiée par l'OECP (Observatoire Economique de la Commande Publique) en 2019, les acteurs de la commande publique du Var ont souhaité s'inscrire dans cette démarche en mutualisant les bonnes pratiques en matière d'achat en tenant compte du tissu économique varois.

Les échanges au sein du groupe de travail ont permis de rappeler les fondamentaux et de proposer une nouvelle Charte. Il est nécessaire de prendre en compte les événements internationaux qui ont bouleversé le paysage économique et les relations contractuelles des acteurs de la commande publique.

L'achat public doit également devenir un levier majeur des transitions environnementales, sociales, économiques du territoire.

L'Acheteur public est donc aujourd'hui positionné et attendu sur des secteurs multiples comme, par exemple, l'économie, l'environnement ou encore l'insertion.

Face à ces enjeux, un travail collectif et fédérateur est nécessaire pour atteindre les objectifs et les attentes de chacun des signataires.



## 1. FACILITER L'ACCÈS DES TPE- PME À LA COMMANDE PUBLIQUE

### 1.1. Choisir un mode de dévolution du marché adapté aux TPE-PME

Il est tout d'abord nécessaire de rappeler rapidement les critères de définition des TPE-PME, issus de la réglementation européenne et repris par le code de la commande publique :

- Effectif de moins de 250 personnes
- Chiffre d'affaires inférieur à 50 M€ ou total de bilan annuel inférieur à 43 M€
- Autonomie : parts ou droits de vote détenu par une autre entreprise inférieure à 25%

Il est rappelé que plus de 90 % des entreprises du BTP dans le Var sont des TPE de 10 personnes ou moins. C'est prioritairement à ces entreprises que s'adressent les dispositions de la charte.

L'acheteur définit ainsi son besoin en adaptant l'allotissement aux contraintes des entreprises. Il peut conclure un marché global s'il considère qu'il n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination, ou si la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence, ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Dans ce cas, il motive ce choix en droit et en fait dans les documents de la consultation.

Si l'acheteur utilise un marché non alloti ou global, tel que la conception réalisation, il incite les candidats ou les titulaires à faire participer les TPE-PME, notamment en sous-traitance.

### 1.2. Outils favorisant l'accès à la commande publique des TPE-PME

Une fois défini le montant d'une opération de travaux, l'acheteur dispose d'outils réglementaires pour favoriser l'accès des TPE-PME à ses marchés :

- Les marchés de travaux « ASAP » (« *as soon as possible* », c'est-à-dire des marchés informels que l'on peut passer rapidement), dont la valeur est inférieure à 100 000 € HT sans publicité ni mise en concurrence (disposition transitoire jusqu'au 31 décembre 2024)
- Lots « ASAP » portant sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT : Le montant cumulé de ces lots ne doit cependant pas dépasser 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots (disposition transitoire jusqu'au 31 décembre 2024)
- Opération de moins de 40 000 euros HT ou lots d'une même opération de moins de 40 000 euros HT et ne dépassant pas 20% de la valeur totale estimée de tous les lots

Dans ce cadre l'acheteur veille seulement « à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Les acheteurs signataires de la Charte peuvent mettre en œuvre ces outils tout en étant conscients que les contrats générés par ces derniers font l'objet de contrôle par les instances administratives portant notamment sur la méthode de choix du titulaire et la traçabilité des modes de dévolution des marchés.

En tout état de cause et quel que soit le montant de l'achat, les acheteurs s'engagent à respecter les principes fondamentaux de la commande publique : liberté d'accès (aucune entreprise n'a été discriminée), égalité de traitement des candidats (tous les candidats ont été jugés sur les mêmes critères) et transparence des procédures (il faut pouvoir tracer et diffuser les motifs du choix d'un attributaire).

### **1.3. Outils permettant de laisser les entreprises libres de démontrer leur savoir-faire et leur capacité :**

#### *1.3.1. Les variantes*

Les variantes sont encouragées. Les acheteurs veillent à ne pas forcément imposer l'obligation de répondre en sus à l'offre de base, sauf si c'est justifié. Dans l'hypothèse de l'ouverture aux variantes, les entreprises trouveront l'information dans le règlement de la consultation.

En pratique, l'ouverture aux variantes peut être favorisée lorsque les entreprises sont en mesure de proposer des solutions plus pertinentes, efficaces ou efficientes que celles prévues dans les cahiers des charges.

En ce cas, les critères du marché doivent s'appliquer aux offres de base comme aux variantes afin de permettre d'aboutir à l'offre la plus avantageuse.

#### *1.3.2. La définition fonctionnelle des besoins : outil d'ouverture aux solutions techniques*

Les acheteurs peuvent utiliser des cahiers des charges fonctionnels plutôt que des cahiers des charges sur spécifications, afin que les entreprises puissent exprimer leur savoir-faire en déposant des offres au rapport qualité-prix totalement adapté à leur capacité et technicité propre.

#### *1.3.3. La définition fonctionnelle des besoins : l'acceptation des équivalences*

Les spécifications techniques du marché rédigé par les acheteurs ne mentionnent pas un mode ou procédé de fabrication particulier, une provenance ou une origine déterminée. Elles ne font pas non plus référence à une marque ou à un brevet, dès lors qu'une telle mention est susceptible de favoriser ou d'éliminer certaines entreprises ou certains produits. Dans tous les cas, les réponses avec équivalences de marques justifiées sont considérées comme régulières

#### 1.4. Clarté des documents de la consultation et proportionnalité des exigences

Les acheteurs s'engagent à simplifier les dossiers de consultation et à éviter les redondances entre documents (publicités, règlement de consultation, clauses administratives et techniques...).

Ils s'assurent de la proportionnalité de ces exigences en termes de candidature à l'objet et l'importance du marché.

Ils précisent dans les documents de la consultation que la preuve de la qualification de l'entreprise peut être apportée par la production d'un certificat de qualification, tel que par exemple délivré par Qualibat, Qualifelec ou OPQIBI (Organisme de Qualification de l'Ingénierie), ou tout autre certificat ou preuve équivalente. Si une qualification est nécessaire, son niveau est adapté à celui des travaux et des prestations à réaliser.

Si des niveaux minimaux de capacité sont exigés, ils doivent être proportionnés et liés à l'objet du marché. L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination automatique d'un candidat sans examen de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

En outre, l'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics de manière exhaustive et limitative.

#### 1.5. Fixer des délais de publication et de réponses réalistes

Les acheteurs fixent les délais de réception des candidatures et des offres en tenant compte de la complexité du marché, du temps nécessaire aux entreprises pour préparer leur candidature et leur offre, et de la période de publication.

Si possible, ils adaptent les délais de réponse et majorent les délais minimaux prévus par le code de la commande publique, afin que le plus grand nombre d'entreprises puisse élaborer et déposer une offre.

La période de publication est choisie pour une diffusion élargie, en évitant par exemple de publier fin juillet et en août. Les organisations professionnelles s'engagent à être des relais de diffusion des publicités lorsqu'elles sont sollicitées.

Les entreprises veillent à étudier et formuler leurs offres dans un délai leur permettant de déposer des dossiers assurant leur prise en charge par les plateformes dématérialisées.

#### 1.6. Demander la production des pièces manquantes au lieu de rejeter une candidature et régulariser les offres lorsque c'est possible

Lorsqu'une candidature est incomplète, sauf contrainte de délai ou d'urgence les acheteurs privilégient la possibilité à tous les candidats concernés de compléter leur dossier, dans un délai approprié et identique pour tous.

Lorsqu'une offre est irrégulière, les acheteurs useront lorsque c'est possible de la faculté de la faire régulariser, à condition que l'offre soit régularisable et notamment si sa régularisation ne conduit pas à une modification substantielle de l'offre initiale.

#### 1.7. Un recours étudié aux centrales d'achat.

Les acheteurs recourront aux centrales d'achat avec discernement.

Bien que cette possibilité reste à la discrétion des acheteurs, Il peut être identifié des indicateurs utiles afin de déterminer les hypothèses où le recours à une centrale d'achat peut être intéressant pour l'acheteur, notamment en cas de :

- Nécessité d'un achat rapide ;
- Achat standardisé ;
- Difficulté à trouver des fournisseurs.

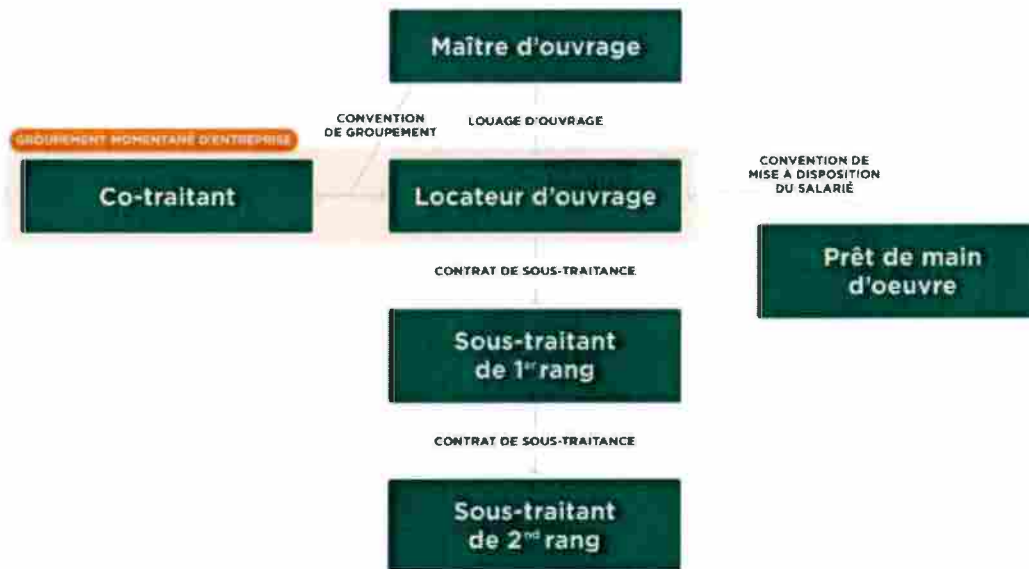
Les entreprises peuvent également et utilement s'intéresser aux consultations lancées par les centrales d'achat.

Dans toutes les mesures du possible, les acheteurs soutiennent auprès des centrales d'achats la notion de territorialisation des achats. Les acheteurs peuvent ainsi inciter les centrales d'achat à mettre en place des actions de communication relative à leur programmation des procédures de consultation.

Relevant d'une réelle stratégie d'achat déclinée en fonction des enjeux propres à chaque acheteur, l'externalisation des achats auprès des centrales d'achat peut faire l'objet d'études d'opportunité. Ces études conduites selon le mode opératoire retenu par chaque acheteur doivent permettre un recours éclairé aux centrales d'achats (notion de gains achats déclinés sous le prisme de la performance économique, environnementale et/ou sociale, organisationnelle, logistique, technique et/ou technologique, de délais...)

## 2. PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE FINANCIER DES ENTREPRISES

### 2.1. Encadrer la sous-traitance et la cotraitance



Pour lutter contre la fraude sociale, Le MO s'efforce de contrôler les contrats passés entre l'EP et le sous-traitant en cas de sous-traitance en cascade. En outre :

- En cas de marchés conclus en lots séparés, le titulaire du marché peut recourir à un ou plusieurs sous-traitants de premier rang pour l'exécution d'une partie de son marché. Il est demandé aux entreprises d'éviter de multiplier les niveaux inférieurs de sous-traitance.
- En cas de marché global, chaque sous-traitant déclaré par le titulaire du marché a le droit de recourir à un ou plusieurs sous-traitants de deuxième rang.
- Les sous-traitants bénéficient des garanties de paiement prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance

Les acheteurs peuvent rappeler dans le dossier de consultation et les pièces contractuelles que si le titulaire d'un marché global n'est pas une PME, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des PME, est fixée à 10% du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

Les acheteurs et les organisations professionnelles s'engagent à communiquer sur le fait que les groupements momentanés d'entreprises (GME) permettent aux entreprises les plus modestes de répondre aux marchés publics, et à privilégier ainsi la cotraitance à la sous-traitance.

### 2.2. Encourager une concurrence loyale entre entreprises

Afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats, les acheteurs transmettent des

informations les plus détaillées possibles sur l'exécution des marchés passés, sur les contraintes d'exécution. Ils insèrent dans les documents de la consultation des clauses demandant si nécessaire une visite préalable du site sur lequel les travaux seront réalisés et ce afin de permettre aux entreprises de se familiariser avec l'environnement du chantier et non afin de valider les quantités ou les métrés établis par le Maître d'ouvrage ou son délégataire.

Les entreprises s'engagent à fournir aux acheteurs l'entièreté des documents qu'elles remettent en langue française, et ce dès le stade de l'offre, ce qui inclut la documentation technique, au besoin traduite.

Lorsque cela est nécessaire, eu égard à l'objet du marché, les acheteurs demandent également la fourniture en phase de sélection des candidatures ou des offres des attestations relatives aux travaux en hauteur, aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante, aux équipements de travail, à la formation des salariés sur l'amiante, à la formation à la conduite d'engins de chantier, à l'habilitation électrique etc.

### 2.3. Eliminer les offres anormalement basses (OAB)

Les acheteurs utilisent régulièrement un système de détection et d'élimination des offres anormalement basses adaptées au secteur d'achat considéré. Ce système peut être constitué d'une phase d'alerte comportant :

- Un seuil en deçà duquel l'acheteur exige des justifications auprès des candidats pour un examen attentif et approfondi ;
- la prise en compte d'un faisceau d'indices en rapport avec le secteur d'achat concerné (estimation, aspect sociaux et environnementaux...).

Dans ce cadre, chaque acheteur reste libre d'adapter ou de définir sa ou ses propres méthodes.

Il existe néanmoins un guide méthodologique édité par le MINEFI ([https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/conseil\\_acheteurs/fiches-techniques/mise-en-oeuvre-procedure/offre-anormalement-basse-2019.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/mise-en-oeuvre-procedure/offre-anormalement-basse-2019.pdf)) et une méthode dite « de la double moyenne », validée par la jurisprudence (CAA de Nantes, 01/12/2015 2015, req. n°13NT03408) consistant à :

- Étape 1 : Calculer la moyenne des offres (M1)
- Étape 2 : Les offres se situant 20 % au-dessus de cette moyenne sont identifiées et exclues du calcul suivant
- Étape 3 : Calculer une nouvelle moyenne (M2)
- Étape 4 : Sont suspectées d'être anormalement basses les offres inférieures à  $0,9 \times M2$

Cette formule couplée à l'utilisation de celle concernant la méthode de notation de prix



permet à l'acheteur transparence et équité dans le processus.

La suspicion d'une offre anormalement basse ne constitue pas une exclusion automatique du processus d'analyse des offres. Le pouvoir adjudicateur est tenu d'interroger les entreprises, dont les offres sont suspectées d'être anormalement basses, afin d'obtenir des précisions et des justifications (article L. 2152-6 du Code de la Commande Publique).

Les entreprises, y compris en sous-traitance, veillent à établir des offres en rapport avec la définition des besoins et à produire des justificatifs probants permettant aux acheteurs d'apprécier la viabilité économique des offres, contribuant ainsi à une concurrence loyale entre les entreprises.

#### 2.4. Être vigilant dans la pondération des critères

Les acheteurs veillent à attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse. Pour cela, ils se fondent sur une pluralité de critères non discriminatoires, opérants, en lien et proportionnels à l'objet du marché qui garantissent une véritable concurrence. Ils veillent à accorder au critère prix la juste pondération de sorte que l'ensemble des uns ou des autres critères permettent d'aboutir à la performance globale des offres au regard de leurs besoins.

Afin d'anticiper l'échéance du 26/08/2026 prévoyant « *qu'au moins un des critères prenne en compte les caractéristiques environnementales de l'offre* », les acheteurs étudient la possibilité de prévoir un critère Responsable (de type Environnemental ou social) en veillant à ne pas restreindre la concurrence et en tenant compte de la maturité du segment d'achat. Lorsqu'un tel critère est prévu, les acheteurs veillent à ce que celui-ci ne renvoie pas à la politique générale de l'entreprise et, à lui accorder la pondération appropriée.

#### 2.5. Communiquer au candidat évincé les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre

En procédure adaptée comme en procédure formalisée, les acheteurs informent tous les candidats du rejet de leur candidature ou de leur offre. Ils communiquent à tous ceux qui en font la demande le rapport d'analyse des offres (en masquant les éléments relevant du secret des affaires), afin que ces derniers bénéficient d'un retour d'expérience pour améliorer de futures réponses.

Les entreprises indiquent lorsqu'elles n'ont pas répondu à une consultation après avoir téléchargé un dossier, et si elles sont interrogées, les raisons ayant motivé leur choix de ne pas répondre.

#### 2.6. Octroyer une avance

Les entreprises encouragent la contractualisation des avances, quel que soit le montant initial du marché. A défaut d'avance, les maîtres d'ouvrages pourront accepter les demandes justifiées de délégations de paiement.

Si le risque de défaut d'exécution du marché est faible, aucune garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire ne sera exigée en contrepartie.

Les acheteurs restent libres d'adapter les marchés dans les conditions fixées par les C.C.A.G. (Cahier des Clauses Administratives Générales), le code de la commande publique mais également leurs contraintes internes et les S.P.A.S.E.R. (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Economiquement Responsables).

## 2.7. Prévoir l'évolutivité des prix

Les Maîtres d'Ouvrages prennent en compte l'instabilité ou la volatilité des prix, notamment en période de crise comme cela a été rappelé en préambule.

En actualisant les prix : l'actualisation s'impose si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations qui sont fixées par le calendrier contractuel d'exécution. Toutefois, le marché peut améliorer les modalités de cette actualisation, notamment en réduisant le délai ci-dessus. L'index est choisi par rapport au corps d'état de chaque entreprise.

En révisant les prix : les marchés de travaux d'une durée d'exécution supérieure à trois mois comportent une clause de révision de prix. Une formule de révision, de préférence sans partie fixe ni clause butoir pour les travaux courants, est alors prévue dans les documents contractuels du marché. L'index de référence est choisi par rapport au corps d'état de chaque entreprise.

## 2.8. Adapter les conditions financières

Si le titulaire est confronté à des pertes anormales provoquées par des circonstances imprévisibles, les acheteurs s'engagent à étudier les demandes d'indemnisation financière dans les conditions fixées par le code de la commande publique et par l'avis du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022. Les acheteurs leur apportent une réponse dans un délai raisonnable.

Les entreprises s'engagent à produire les justificatifs requis dès leur première demande et à les compléter si nécessaire et si l'acheteur le demande. Ces justificatifs devront être suffisamment argumentés et précis afin de permettre à l'acheteur d'étudier correctement la demande et de sécuriser juridiquement le versement éventuel d'une indemnisation.

Quelle que soit la procédure de passation du marché, les acheteurs s'engagent à respecter le délai global de paiement de 30 jours, à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement de l'entreprise en cas de situation de travaux. Le décompte général et définitif sera notifié au titulaire dans un délai de 30 jours.



Les situations, qui sont des acomptes versés au vu de l'avancement constaté des travaux, sont payées avant la réception des ouvrages (à 100 % si une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande a été présentée par l'entreprise en remplacement de la retenue de garantie).

Hormis le cas de la retenue de garantie, les acheteurs évitent d'insérer dans leurs pièces écrites des clauses ayant pour effet un blocage des paiements à un pourcentage inférieur.

## 2.9. Minimiser la pression financière sur les entreprises

Chaque fois que le délai de paiement prévu dans les pièces contractuelles du marché est dépassé, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés dans un délai de 30 jours à compter du jour suivant la mise en paiement du principal.

Les pièces contractuelles du marché peuvent prévoir une retenue de garantie. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Dans ce cas, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés dans le délai global de paiement de 30 jours, au titulaire du marché, dès réception de la caution par l'acheteur.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date d'expiration du délai de garantie ou la caution est libérée automatiquement à la fin de ce délai. A cet effet, les titulaires s'engagent à tout mettre en œuvre pendant le délai de garantie pour lever les réserves de réception, le plus rapidement possible et en collaboration avec les services de l'acheteur.

Les acheteurs privilégient l'application de pénalités en cas de non remise des documents exigés dans les pièces du marché et, si possible, en cas mauvaise exécution (ou d'inexécution) des travaux impactant de manière marginale une situation plutôt que de rejeter systématiquement l'ensemble de cette situation.

### 3. FAVORISER LES ACHATS PERFORMANTS ET RESPONSABLES

#### 3.1. Développer la prise en compte des aspects sociaux

Les signataires veillent à développer les clauses sociales dans tous les marchés publics pour lesquels elles sont pertinentes. Dans ce cadre les acheteurs tiennent compte le cas échéant de l'effort déjà réalisé par les entreprises lorsque la globalisation d'opérations est possible, notamment en matière d'heures d'insertion.

#### 3.2. Favoriser et développer l'innovation

Pour bénéficier au mieux des connaissances techniques des entreprises et adapter leurs dossiers de consultation à la réalité du tissu économique, les acheteurs pratiquent ou développent le « sourcing », dans un cadre assurant le respect de la déontologie et de la transparence. Ils s'engagent à faire un usage éclairé des informations communiquées lors du sourcing à condition que leur utilisation n'ait pas pour effet de fausser la concurrence ou de méconnaître les grands principes de la commande publique.

Les entreprises s'engagent à y répondre.

Les acheteurs peuvent également recourir au dispositif de l'achat innovant lui permettant de passer, sans publicité ni mise en concurrence préalables, des marchés de travaux, fournitures ou services innovants dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Pour caractériser l'achat innovant, les acheteurs se fondent sur le faisceau d'indices élaboré par l'Observatoire Economique de la Commande Publique.

#### 3.3. Accompagner les efforts d'intégration des considérations environnementales dans les marchés publics

Afin d'accompagner au mieux la transition écologique du territoire, les acheteurs s'assurent que la prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics (conditions d'exécution, critères d'attribution) ne crée pas une distorsion de la concurrence. Ils veillent à ce que les entreprises puissent faire valoir leurs savoir-faire en la matière dans leur réponse aux consultations.

#### 4. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX MAITRES D'OEUVRE

Les maitres d'œuvre étant des acteurs importants de l'exécution des marchés concernés par la charte et faisant eux même partie du tissu économique local en tant que TPE-PME, les dispositions suivantes ont été élaborées spécifiquement pour améliorer leur relation avec les acheteurs et les entreprises :

- Les acheteurs permettent aux membres du groupement de maîtrise d'œuvre de candidater dans plusieurs équipes candidates, sauf raisons particulières.
- Lorsqu'un chiffre d'affaires minimum est demandé, les acheteurs privilégient un calcul effectué préférentiellement sur la base suivante : Honoraires du mandataire pour l'opération / Nombre d'années prévues pour la durée de l'opération + 1 année (incluant la Garantie de Parfait Achèvement).
- Ils évitent le terme de référence similaire et le remplacent par le terme de « complexité équivalente ou de même importance ».
- Ils portent de préférence l'obsolescence des références des bâtiments construits par l'architecte à la durée de leur assurance décennale, qui est un critère objectif.
- Ils informent le mandataire de l'équipe de la décision de sélection ou d'attribution et de l'identité de l'équipe retenue.

